

Seine-Saint-Denis

L'emploi de centaines d'agents menacé par la privatisation

14 décembre. Quarante agents de Plaine Commune, soutenus par leurs syndicats CGT et SUD, manifestent devant le siège de la communauté d'agglomération où se tenait le conseil communautaire. Le lendemain, ils étaient en grève et soixante d'entre eux manifestaient du siège de Plaine Commune vers la mairie de Saint-Denis. Ils tenaient à protester, un an après son vote par le conseil communautaire, à majorité PS-EELV-PCF, contre la mise en place des 1 607 heures, la perte de 8 à 12 jours de congés, les réorganisations de service, le travail du dimanche imposé aux personnels des médiathèques, toutes mesures imposées aux personnels par Mathieu Hanotin, maire PS de Saint-Denis et président de Plaine Commune. Sur la commune, il privatise le nettoyage des écoles et des équipements sportifs.

Une discussion s'est engagée avec les correspondants de *La Tribune des travailleurs* autour de l'article de *La TT* sur la rencontre de personnels territoriaux du 4 décembre (voir nos précédents numéros).

- 16 décembre. Plus d'une cinquantaine d'agents se rassemblent devant la mairie au moment du conseil municipal. Une lettre ouverte des syndicats (CFDT, CGT, FO, SNU-TER, SUD, UNSA) à l'attention du maire était

distribuée, énumérant les arguments : « Pourquoi nous sommes contre la privatisation » et dénonçant : « Vous avez pris la décision de privatiser le métier d'agent d'entretien des écoles et gymnases dès la rentrée 2022. Ce qui aura pour conséquences le licenciement de centaines d'agent-es qui sont, pour une grande majorité, dionysiennes et ont plusieurs années d'ancienneté. »

Correspondants Épinay et Saint-Denis